

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Finances publiques : sur la période de janvier et février 2020, les recettes publiques de la Chine se sont fortement contractées de -9,9%, soit le recul le plus prononcé depuis février 2009 ; les dépenses publiques ont également diminué de -2,9%, alors que les dépenses de santé augmentaient de +22,7%.

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Réglementation : la Chine cherche à faciliter les financements transfrontaliers pour les petites entreprises privées

Assurance : la CBIRC a publié des règles sur les produits de gestion d'actifs des compagnies d'assurance

Finance : une réforme des quatre structures de défaillance (AMC) nationales est attendue, compte tenu des risques de corruption et de la croissance des créances douteuses (NPL) des institutions financières chinoises

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Relations US-Chine : mise en œuvre de l'accord commercial de phase 1

Relation US-Chine : les Etats-Unis envisagent des nouvelles règles pour limiter la fourniture de puces électroniques à Huawei

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Investissements étrangers : le MOFCOM publie le projet de mesures sur le mécanisme gérant les plaintes des entreprises étrangères

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Crédit social des entreprises (SCS) : le SCS s'adapte à l'épidémie du COVID-19

Économie numérique : les investissements dans « l'économie du partage » chinoise ont baissé de 52,1% en 2019

Télécommunications : le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) annonce des mesures pour accélérer le déploiement de la 5G

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Transport aérien : nouvelles mesures radicales de la Chine pour la réduction des vols internationaux de passagers

Transport aérien : la Chine veut soutenir le fret aérien, stratégique pour la supply chain

Transports : baisse du fret routier et maritime mais stabilité du fret ferroviaire en février 2020

Développement durable : des ONG remportent en première instance une décision de protection des paons verts contre un projet de construction de centrale hydroélectrique

Energie : nouveaux investissements dans des centrales à charbon



ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Hubei : *point de situation*

Chongqing : *Baidu Apollo remporte un contrat avec la municipalité pour un projet de conduite autonome sur route ouverte*

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Aérien : *le gouvernement accorde une enveloppe supplémentaire de 128 M USD à l'industrie aéronautique, jugée insuffisante par les compagnies aériennes*

Circulaires de la SFC : *le régulateur financier hongkongais a envoyé 2 circulaires le 27 mars aux sociétés financières afin de leur rappeler leurs obligations envers leurs clients dans un contexte de risque accru*

Commerce extérieur : *Chute des exportations et importations au cours des deux premiers mois 2020*

Prix à la consommation : *la chaîne d'importation de fruits et légumes vers Hong Kong, mise à mal par le coronavirus, fait augmenter les prix*

Immobilier : *les prix des locations ont chuté de -7,6% en moyenne à Hong Kong depuis juillet 2019. Les prix de l'immobilier de bureau sont en baisse*

Entreprises : *Cathay Pacific a annoncé qu'elle réduirait à 4% ses vols en avril/mai ; MTR estime ses pertes à 160 M USD au cours des deux premiers mois 2020 ; Proposition d'un rachat d'actions en vue du délistement du groupe Li & Fung ; CK Life va commercialiser des kits de test rapides à Hong Kong suite au succès de son utilisation à Singapour*

Bourse : *Hang Seng Indexes Company Limited lance un nouvel indice boursier lié aux Biotech*

TAIWAN ([ici](#))

Stimulus : *le gouvernement sur le point de débloquer une nouvelle enveloppe de 40 Md TWD*

Heures supplémentaires : *le ministère du Travail lâche du lest*

Impact positif sur quelques secteurs : *ventes de voitures et d'ordinateurs portables à la hausse*

MONGOLIE ([ici](#))

Coronavirus : *extension de l'état d'urgence pour 1 mois alors que l'impact économique est déjà lourd*

Ralentissement de l'économie : *la Banque de Mongolie intervient pour mitiger l'impact du covid19*

Entreprises : *250 000 emplois pourraient disparaître d'ici juin 2020*



CONJONCTURE

Finances publiques : sur la période de janvier et février 2020, les recettes publiques de la Chine se sont fortement contractées de -9,9%, soit le recul le plus prononcé depuis février 2009 ; les dépenses publiques ont également diminué de -2,9%, alors que les dépenses de santé augmentaient de +22,7%.

Les recettes publiques de la Chine se sont contractées de -9,9% (g.a.) sur la période de janvier et février 2020, soit le recul le plus prononcé depuis février 2009. Notamment en février, les recettes publiques ont enregistré la plus forte baisse mensuelle depuis 1996, soit -21,4%. Les recettes fiscales au cours des deux premiers mois ont diminué de -11,2% à 3100 Mds RMB, tandis que les recettes non fiscales ont augmenté de +1,7% à 405,7 Mds RMB. Les taxes sur la valeur ajoutée, les taxes à la consommation, les impôts sur les bénéfices des sociétés, les taxes sur les achats de voitures et les droits de douane ont tous fortement chuté, reflétant le ralentissement des activités et de la consommation. Les revenus fiscaux provenant des transactions immobilières et de l'utilisation des terres ont également diminué. Les seules recettes fiscales ayant augmenté entre janvier et février sont les impôts sur le revenu des particuliers qui ont progressé de +14,8%, et les droits de timbre qui ont augmenté de +30,8%. Grâce à la bonne performance du marché boursier au cours des deux premiers mois, la perception des droits de timbre sur les titres a bondi de +77,2%.

Les dépenses publiques ont également chuté de -2,9% sur la période de janvier et février 2020 du fait de l'arrêt des activités sociales et économiques. Cependant, compte tenu de la propagation de l'épidémie, on constate une augmentation de +22,7% des dépenses de santé.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Réglementation : la Chine cherche à faciliter les financements transfrontaliers pour les petites entreprises privées

La PBoC et la *State Administration of Foreign Exchange (SAFE)* ont publié conjointement le 11 mars une circulaire en vue d'élever le plafond de « financement transfrontalier » dans le cadre de l'évaluation macroprudentielle (*macroprudential assessment, MPA*) de 1 à 1,25, afin de faciliter principalement les financements transfrontaliers pour les petites entreprises privées. La limite supérieure du solde pondéré en fonction du risque de financement transfrontalier des entreprises a ainsi été portée de 2 fois l'actif net à 2,5 fois, soit une augmentation de l'ordre de dizaines de Mds USD de financement, selon Yi Changneng, le vice-gouverneur de la SAFE. La SAFE a également ajouté qu'elle renforcerait les deux piliers administratifs - « évaluation macroprudentielle » et « micro-régulation », de manière à prévenir activement le risque de liquidité des fonds transfrontaliers et à maintenir la sécurité économique et financière nationale.

Assurance : la CBIRC a publié des règles sur les produits de gestion d'actifs des compagnies d'assurance

Le régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC) a publié le 25 mars des règles sur les produits de gestion d'actifs des compagnies d'assurance. Cette nouvelle réglementation sera mise en vigueur à compter du 1^{er} mai 2020. Ce document spécifique sur le secteur des assurances complète le document général sur la gestion d'actifs de toutes les institutions financières publié en 2018. Les nouvelles règles mettront les compagnies d'assurance en conformité avec les règles générales. Le document précise que les compagnies d'assurance peuvent investir dans des obligations d'Etat, des billets de la PBoC, des obligations des gouvernements locaux, des obligations financières, des obligations de sociétés, des dépôts, des certificats de dépôt interbancaires, des fonds communs de placement, *asset-backed securities*, etc., par contre, les compagnies d'assurance ne peuvent pas investir directement dans les créances titrisées des banques commerciales. En outre, les compagnies d'assurance peuvent investir jusqu'à 35% du total de leur actif net dans des actifs de dette non-standard. Les nouvelles règles définissent également les qualifications des investisseurs publics qui peuvent investir dans les produits de gestion d'actifs des compagnies d'assurance (par exemple les produits de placement en vue de la retraite), le seuil de leurs investissements dans différents types de produits et les agents qui peuvent commercialiser ces produits.

A fin 2019, la valeur des produits de gestion d'actifs d'assurance totalisait 2760 Mds RMB (390 Mds USD), dont 1270 Mds RMB investis sur le marché obligataire, 120 Mds RMB en actions et 1370 Mds RMB en actifs mixtes, devenant le 2^e plus grand investisseur institutionnel sur le marché financier. Par rapport à d'autres institutions financières, les produits de gestion d'actifs des compagnies d'assurance sont fondés sur une stratégie relativement prudente et se sont concentrés sur les investissements à long terme assortis de risques faibles. Les projets d'infrastructure, y compris les projets de transport, d'énergie et d'eau sont les principales cibles des investissements à long terme impliquant des fonds d'assurance.

Finance : une réforme des quatre structures de défaillance (AMC) nationales est attendue, compte tenu des risques de corruption et de la croissance des créances douteuses (NPL) des institutions financières chinoises

Le régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC) élabore actuellement un plan de réforme des quatre AMCs (*Asset Management Companies*) nationaux. Cette réforme reposerait notamment, comme Zhou Liang, vice-président de la CBIRC l'a déclaré le 22 mars, sur la création d'une société

holding dotée d'un rang administratif équivalent à celle d'une entité coiffée par un vice-ministre pour superviser ses AMCs nationaux. Ces mesures s'inscrivent dans la stratégie des régulateurs chinois en vue d'améliorer la surveillance des AMCs et réduire les risques après la révélation d'un scandale de corruption relatif à *China Huarong Asset Management Co. Ltd.*, l'une des quatre AMCs nationaux en 2018. Le plan de réforme devait être présenté avant ou après les Lianghui de 2020, mais a été reporté en même temps que la session en raison de l'épidémie de coronavirus.

Les quatre AMCs nationaux actuels (*China Great Wall*, *China Orient*, *China Huarong* et *China Cinda*) ont été tous créés en 1999 pour acquérir et gérer un total de 1400 Mds RMB de prêts non productifs (*nonperforming loans, NPLs*) auprès des quatre grandes banques commerciales d'Etat dont le ratio de NPLs a atteint 32,34% à l'époque. Cette décision s'inscrivait alors dans la finalité de sortir progressivement les créances douteuses des bilans des banques, dans le cadre d'une stratégie d'assainissement du système bancaire. Au cours des dernières années, les quatre AMCs nationaux ont étendu leur champ d'activité au-delà de la gestion des seules créances irrécouvrables des banques, aux compagnies d'assurance et aux sociétés de valeurs mobilières, ce qui fait craindre une montée des risques.

Depuis 2014, la CBIRC a approuvé plus de 53 AMCs locaux dont la plupart appartiennent aux gouvernements locaux, habilités à acquérir des NPLs directement auprès des banques de leurs propres provinces. Cependant, aucun nouvel AMC national n'avait été établi entre 1999 et le 16 mars 2020, date à laquelle la CBIRC a autorisé la création d'un nouvel AMC national : il s'agit de *China Galaxy Asset Management*, devenu *Jiantou Citic Asset Management* basé à Pékin. *Jiantou Citic* devra achever sa transformation dans les six mois et ne sera pas autorisé à entreprendre des activités commerciales financières pendant la transition. Fondé en 2005 avec un capital initial de 1,9 Md RMB, *Jiantou Citic* appartient à *Central Huijin*, une branche d'investissement du fonds souverain chinois, qui détient 70% de la société. *Citic Securities Co. Ltd.*, la plus grande banque d'investissement en Chine, détient les 30% restants. *Jiantou Citic* a été créé à l'origine pour reprendre certains des actifs de *Huaxia Securities Co. Ltd.*, qui était l'une des premières et des plus grandes sociétés de valeurs mobilières du pays, et s'est effondrée en novembre 2008 après des années d'expansion imprudente combinée à une gestion financière illégale qui a conduit à des pertes financières. Par ailleurs, le premier AMC étranger, *Oaktree Investment Management*, a été également autorisé à s'établir en février de cette année dans le cadre d'un accord commercial avec les États-Unis en janvier 2020.

A fin février 2020, les créances douteuses des institutions financières en Chine totalisaient environ 5800 Mds RMB, dont les banques détenaient 3300 Mds RMB, le ratio de NPLs étant passé à 2,08% contre 1,86% à fin 2019. La part de marché des quatre AMCs nationaux dépasse 90%.

4 AMCs nationaux	Création	Banque d'Etat correspondue	Cotation	Actif total à fin 2018 (Mds RMB)	Actionnaires
China Cinda	Avr-1999	China Construction Bank	Coté à HK en 2013	1500	MoF (64%), NSSF (8%)
China Orient	Oct-1999	Bank of China	Non	1090	MoF (80%), NSSF (8%)
China Huarong	Nov-1999	ICBC	Coté à HK en 2015	1710	MoF (63%), Central Huijin (4%)
China Great Wall	Nov-1999	Agricultural Bank of China	Non	670	MoF (97%), NSSF (2%)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relations US-Chine : mise en œuvre de l'accord commercial de phase 1

Le ministère américain de l'Agriculture (USDA) et le représentant américain au Commerce (USTR) ont annoncé mardi que les États-Unis et la Chine ont fait des progrès dans la mise en œuvre des dispositions de l'accord relatives à l'agriculture. Ces derniers ont énuméré un certain nombre de mesures prises baissant les barrières commerciales et qui devraient stimuler les exportations américaines de bœuf, de volaille et ainsi que d'autres produits agricoles vers la Chine (élargissement de la liste des produits pouvant être importés en Chine et allègement des restrictions concernant les hormones notamment) et ont déclaré que les exportations américaines de produits alimentaires et agricoles bénéficiaient d'un allègement tarifaire chinois.

La Chine a également renoncé aux droits de douane punitifs (de 25 % à 1 %) concernant le gaz de pétrole liquéfié (GPL) américain et a repris ses importations après une interruption de près deux ans. Les entreprises chinoises souhaitant obtenir une dérogation tarifaire sur l'import de GPL américain doivent en faire la demande, une douzaine d'entreprises l'auraient à ce jour obtenue.

[Lire l'annonce sur le site de l'USTR](#)

Relation US-Chine : les Etats-Unis envisagent les nouvelles règles pour limiter la fourniture de puces électroniques à Huawei

Selon Reuters, certains hauts fonctionnaires américains se sont réunis ce mercredi à Washington pour discuter des modifications potentielles au *Foreign Direct Product Rule*. Les entreprises étrangères utilisant des équipements américains de fabrication de puces seraient alors tenues d'obtenir une licence américaine avant de fournir certaines puces à Huawei. Ce changement de règle vise à limiter les ventes de puces à Huawei par *Taiwan Semiconductor Manufacturing Co*, un important producteur de puces pour l'unité HiSilicon de Huawei, qui est aussi le plus grand sous-traitant au monde.

L'attitude du Président américain concernant ce sujet est ambiguë. Le mois dernier, le Président Trump a dénoncé les efforts à limiter l'exportation des technologies vers la Chine, déclarant dans un tweet « *We don't want to make it impossible to do business with us. That will only mean that orders will go to someplace else* ».

Le ministère américain du Commerce a ajouté Huawei dans sa « liste noire » en mai 2019. Néanmoins, les entreprises américaines sont autorisées à continuer à faire des affaires avec Huawei sous la condition d'obtention d'une licence ; et pour le moment, la validité de cette licence a été prolongée jusqu'au 15 mai 2020 ([voir les brèves de la semaine du 9 mars](#)). Dans le même temps, le ministère américain du Commerce a aussi accordé une extension jusqu'au 22 avril pour solliciter les commentaires publics en demandant s'il devait accorder de futures extensions de licences ou non et en demandant quel serait l'impact sur les entreprises si la licence n'était pas prolongée.

[Lire le tweet de Donald Trump](#)

[Lire le communiqué sur l'extension pour solliciter les commentaires publics](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)



CLIMAT DES AFFAIRES

Investissements étrangers : le MOFCOM publie le projet de mesures sur le mécanisme gérant les plaintes des entreprises étrangères

Le 23 mars, conformément aux dispositions de la loi sur les investissements étrangers, le MOFCOM a publié le projet de mesures sur le mécanisme gérant les plaintes des entreprises étrangères. Ce projet de mesures est ouvert aux commentaires publics jusqu'au 22 avril 2020.

Ce projet de mesures comprend notamment que :

- peuvent faire l'objet de plainte (1) les actions administratives effectuées par les organes administratifs ainsi que (2) les politiques concernant l'environnement des investissements.
- Les mécanismes pour gérer les plaintes seront établis au niveau national et local.
- La plainte peut aboutir à plusieurs résultats dont (1) l'injonction de l'administration d'annuler ou de modifier son action administrative et (2) une recommandation aux autorités (nationales ou locales) sur l'environnement des investissements.

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Crédit social des entreprises (SCS) : le SCS s'adapte à l'épidémie du COVID-19

A l'occasion d'un webinaire organisé par la Chambre de Commerce du Benelux (Bencham), le cabinet d'avocats Leaf a [présenté](#) l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur le déploiement du système de crédit social des entreprises (SCS) en Chine. La crise sanitaire n'a pas ralenti la mise en place du SCS. Au contraire, celui-ci a été adapté pour prendre en compte certaines dispositions prises par les autorités, notamment au niveau local, pour faire face à la crise sanitaire et à ses conséquences économiques. A titre d'exemple, à Shanghai, les retards de paiement ou de livraison dus à l'épidémie ne sont pas pris en compte dans le dossier des entreprises tandis que dans le Jiangsu, le système de correction (*credit repair mechanism*) a été assoupli afin d'éviter de pénaliser les entreprises affectées. A l'inverse, des sanctions dans le cadre du SCS sont prévues pour les entreprises ayant mené des activités illégales telles que des manipulations de prix sur le matériel médical ou des licenciements massifs allant à l'encontre des directives des autorités. L'application des règles sanitaires par les dirigeants des entreprises est également prise en compte dans leur registre de crédit social individuel. Une mauvaise notation individuelle d'un dirigeant ensuite impacter l'évaluation de crédit social de son entreprise à cause du principe de contagion entre le crédit social individuel des dirigeants et celui de leurs entreprises. Enfin, certaines dispositions pourraient permettre aux entreprises ayant fait preuve de solidarité durant la crise (actions RSE, dons etc.) d'être récompensées via le SCS, bien que les détails de mise en œuvre de ces dispositions restent peu clairs.

Selon le gouvernement chinois, l'infrastructure du SCS devrait être définitivement en place en 2020. En réalité, ce système, déjà largement opérationnel, est de nature évolutive et devrait se perfectionner de façon incrémentale au gré des nouvelles réglementations et obligations de partage de données. L'adaptation de ce système en période de crise sanitaire illustre la flexibilité de celui-ci. Le SCS est un outil permettant aux autorités de contrôler guider le comportement des entreprises afin que celles-ci se conforment aux directives en place afin de permettre une « reprise ordonnée » de l'activité économique.

[Lire la note « Les implications du système de crédit social pour les entreprises » du SER de Pékin \(novembre 2019\)](#)

Économie numérique : les investissements dans « l'économie du partage » chinoise ont baissé de 52,1% en 2019

Un rapport du [Centre National pour l'Information](#), centre de recherche lié à la Commission Nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC), a publié le 4 mars un [rapport](#) présentant l'état des investissements dans le domaine de l'économie du partage. En 2019, les financements directs alloués à ce secteur ont été de 71 Mds CNY (9 Mds EUR), soit une baisse de 52 % par rapport à 2018. Le rapport présente 2019 comme une année « d'ajustement », invoquant notamment la « pression macroéconomique » pour expliquer ce recul. De nombreux analystes avaient averti depuis fin 2018 sur un « hiver de l'internet » en Chine. Outre le ralentissement macroéconomique, ce recul des investissements est notamment dû aux limites de la stratégie adoptée par de nombreux groupes du secteur consistant à surinvestir, souvent à perte, afin de fidéliser des consommateurs et gagner des parts de marché, par exemple dans le secteur des [vélos en libre-service](#). Cette rationalisation des investissements s'accompagne donc d'une consolidation du secteur autour des acteurs les plus compétitifs.

Malgré ces baisses de financement, l'économie de partage a continué de se développer en Chine : près de 800 M de consommateurs utiliseraient ces plateformes en Chine, qui généreraient ainsi 323 Mds CNY sur une année (42 Mds EUR). Les chiffres de l'emploi dans le secteur sont également en hausse :



6,2 M de personnes employées directement par les plateformes (+4,2%) et 78 M proposant leurs services sur ces dernières (+4%). Ce rapport enjoint les autorités locales à appliquer plus strictement les dispositions de la loi sur le e-commerce afin de fournir à ces travailleurs précaires des garanties de protection sociale.

Pour rappel, « l'économie du partage » comprend les services proposés en ligne par des plateformes permettant aux utilisateurs de profiter de l'usage d'un bien sans en faire l'acquisition (VTC, colocation, vélo en libre-circulation etc.). La définition retenue par le Centre National de l'Information est néanmoins plus large puisqu'elle inclut par exemple les livraisons de repas.

[Lire la note du SER sur « l'hiver de l'internet chinois »](#) (avril 2019)

Télécommunications : le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) annonce des mesures pour accélérer le déploiement de la 5G

Le 24 mars 2020, le MIIT a annoncé des mesures pour accélérer le déploiement de la 5G en Chine, définissant cinq objectifs prioritaires. La première des priorités est l'accélération de la construction des infrastructures, déjà annoncée par le Politburo du Parti Communiste début mars (voir brèves du 6 mars 2020) afin de soutenir la reprise de l'activité post-COVID-19. Cela se caractérise par un soutien à la mise en place de stations de bases, une volonté de simplifier les procédures pour l'utilisation des fréquences ainsi qu'une incitation pour les opérateurs de réseau à coopérer plus profondément (China Unicom et China Telecom avaient déjà annoncé en août dernier collaborer sur ce point).

Du point de vue commercial, cette directive encourage le développement de nouvelles applications telles que la réalité virtuelle (VR), la e-santé, la production intelligente (internet industriel) ou encore les véhicules autonomes. Bien qu'il existe à ce jour encore peu d'applications disponibles, de nombreux projets intégrant la 5G sont en cours de développement dans plusieurs secteurs. A l'avenir, l'aspect industriel semble toutefois être le principal domaine d'application, grâce par exemple à la collecte et à l'analyse des données des capteurs présents sur les robots industriels. Cette tendance rejoint le troisième axe de développement mis en avant par le MIIT : la recherche et le développement, qui doivent se développer tant dans le domaine du hardware (semi-conducteurs, composants, infrastructure de réseau) que des applications sur une approche ouverte. Pour cela, des collaborations et des projets-pilotes associant différents acteurs, publics et privés, sont encouragées (cinquième axe de développement).

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Transport aérien : nouvelles mesures radicales de la Chine pour la réduction des vols internationaux de passagers

Dans un contexte où les autorités chinoises font le constat que la quasi-intégralité des nouveaux cas de Covid-19 sur le territoire chinois relève de « cas importés » par des passagers provenant de l'étranger, la Chine a multiplié cette semaine les mesures de contrôle et de régulation.

En premier lieu, les autorités chinoises ont étendu le 22 mars le système de déroutement des vols à destination de Pékin, qui instaure des contrôles de l'état de santé des passagers à des points d'escale (voir Brèves hebdomadaires du SER de Pékin - semaine du 16 au 20 mars), en passant de quatre à douze points, établis en fonction de l'origine des vols : Tianjin, Shijiazhuang, Taiyuan, Hohhot, Shanghai-Pudong, Jinan, Qingdao, Nankin, Shenyang, Dalian, Zhengzhou ou Xi'an. Les passagers présentant (ou suspectés de présenter) des symptômes du Covid-19 doivent effectuer leur quarantaine au point d'escale. Suite à la mise en place de ce dispositif, certaines compagnies étrangères ont décidé d'interrompre leur service vers Pékin (Emirates, Aeroflot, Korean Air, ou encore Singapore Airlines).

En outre, les autorités ont décidé de réduire significativement les liaisons régulières internationales. A partir du 29 mars, les compagnies aériennes chinoises ne sont autorisées à maintenir qu'une seule route par paire de points vers un pays spécifique, avec une fréquence hebdomadaire maximum. De même, les compagnies aériennes étrangères n'ont désormais le droit que d'opérer une seule route vers la Chine, également dans la limite d'un vol hebdomadaire. Le taux de remplissage des avions ne doit pas dépasser 75 %.

Enfin, de manière complémentaire à la régulation radicale de l'offre de services aériens, la Chine suspend temporairement à compter du 29 mars l'accès à son territoire à tous les étrangers détenteurs d'un visa délivré avant le 26 mars 2020, même si quelques rares exceptions demeurent (diplomates, raisons impérieuses d'effectuer un déplacement en Chine notamment).

Transport aérien : la Chine veut soutenir le fret aérien, stratégique pour la supply chain

Dans la situation d'une maîtrise relative de la diffusion du Covid-19 en Chine, les activités productives et industrielles reprennent, mais induisent des enjeux d'efficience pour la chaîne logistique. Le risque d'accumulation des stocks, de rupture d'approvisionnement ou d'expédition des commandes aux clients internationaux sont réels.

C'est dans ce contexte que le Premier ministre Li Kejiang a annoncé, le 24 mars, que plusieurs mesures de soutien seront mises en place pour encourager les opérations de fret aérien, telles que la levée de certaines restrictions pour les vols sur les créneaux d'heures de pointe, de nouvelles flexibilités pour les temps de vol des équipages, ou la possibilité d'un dédouanement 24h/24 tous les jours dans les grands aéroports. Autant d'annonces à confirmer, de manière opérationnelle, dans les prochaines semaines.

Dans une étude récente, CEVA Logistics (CMA/CGM) note qu'entre le 11 et le 17 mars 2020 les capacités de fret aérien sont toujours réduites au niveau mondial, soit moins 13 % par rapport à l'an dernier. Entre début février et mi-mars, CEVA Logistics remarque que les capacités en soute sur des avions passagers ont connu une forte chute en Chine (-201 000 t, ou -4 600 t/jour en moyenne par rapport à 2019, environ -70 %), parallèle aux annulations et suspensions de vols. Cependant, les capacités tout-cargo progressent sensiblement depuis peu (+1 300 t/jour par rapport à 2019 en moyenne, mais seulement depuis le 8 mars).

Plusieurs compagnies ouvrent de nouvelles lignes de fret : 5 lignes à départ de Shenzhen pour SF Airlines, 20 lignes pour YTO Express, 200 vols supplémentaires prévus sur les deux prochains mois par Cainio Network Technology. De son côté, Air France programmera des vols cargo pour assurer du fret aérien (deux rotations vers Shanghai en Boeing passagers 777 et une rotation en 777 tout cargo). Toutefois, les opérations AF ne seront réalisables que si la demande (volume d'achat) est en adéquation à l'offre de capacité

Pour rappel, même si la CAAC a décidé de limiter drastiquement les vols de passagers à partir du 29 mars, les compagnies aériennes peuvent encore programmer des vols internationaux en configuration passagers, pour autant que les appareils circulent « à vide », afin de ne pas nuire davantage à l'offre de transport aérien de marchandises, déjà considérablement affecté par une suspension inouïe de capacités au niveau mondial.

Transports : baisse du fret routier et maritime mais stabilité du fret ferroviaire en février 2020

La crise sanitaire liée au Covid-19 et les mesures de confinement mises en œuvre dans la province du Hubei à compter du 23 janvier 2020 puis dans la plupart des autres provinces à des degrés divers ont fortement affecté le transport de marchandises en Chine comme le montrent les statistiques du Ministère des transports publiées le 20 mars.

La baisse du transport routier de fret y a été brutale : -35 % en janvier puis -51% en février (par rapport respectivement à janvier et février 2019). Pour mémoire, la route représente à peu près les trois quarts de transport de marchandises en Chine.

La baisse du trafic maritime a elle aussi été sensible mais relativement « lissée » compte tenu de l'inertie intrinsèque à ce mode de transport (plusieurs semaines pour les trajets transcontinentaux) :

- Réduction du trafic de containers équivalents-vingt-pieds (EVP) de 5 % en janvier 2020 (18 810 000 d'EVP) par rapport à janvier 2019 et quasi-stagnation en volume du transport international (+0,8% en g.a.) ;
- Février 2020 accuse en baisse sensible de 17 % en g.a. (12 380 000 d'EVP) et une stagnation du transport international (+0,1% en g.a.).

L'évolution du trafic ferroviaire de fret est contrastée pendant les deux derniers mois : légère baisse de 2 % en janvier 2020 en glissement annuel puis augmentation de 4 % en février en g.a. (report modal partiel de la route vers le rail).

L'indicateur de conjoncture de la logistique LPI ressortait en février à 26,2 points – en baisse de 23,7 points par rapport à janvier. Cet indicateur (normalisé sur une valeur centrale de 50) n'était jamais descendu en dessous de 49 depuis 2012.

Développement durable : des ONG remportent en première instance une décision de protection des paons verts contre un projet de construction de centrale hydroélectrique

Selon *Life Week* et le quotidien économique chinois de référence Caixin, le tribunal intermédiaire de Kunming (capitale de la province de Yunnan où aura lieu la COP15 Biodiversité) a rendu le 20 mars une décision de première instance imposant à *Hydro China Xinping Development Co.* d'arrêter un projet de construction de la centrale hydroélectrique sur la rivière Gasa (situé dans une aire protégée jusqu'en 2012) afin de protéger les paons verts (*pavo muticus* – espèce d'Asie du Sud-Est inscrite sur la liste rouge des espèces menacées de l'UICN) menacés d'extinction par le projet. Cette décision judiciaire de première instance se base sur l'étude d'impacts environnementale réalisée par l'entreprise. La décision définitive dépendra de l'avis des autres autorités concernées (parmi lesquelles le Ministère



de l'écologie et de l'environnement) sur la base d'une nouvelle étude d'impacts environnementale et de mesures d'atténuation environnementale à présenter par *Hydro China Xinping Development*.

C'est la première fois en Chine que des ONG environnementales (*Friends of Nature, Shanshui Conservation Centre, Wild China* et *Society of Entrepreneurs and Ecology's Foundation*) remportent une procédure judiciaire d'utilité publique permettant d'éviter la dégradation irréparable d'un milieu naturel.

Energie : nouveaux investissements dans des centrales à charbon

En mars, l'administration nationale de l'énergie (NEA) a autorisé la construction de 5 nouvelles centrales ultra-supercritiques à charbon dans la province du Shaanxi, d'une capacité totale de 8GW. A terme, elles devraient consommer env. 17 Mt de charbon par an. Elles représentent un investissement total de 30,7 Mds CNY (env. 3,9 Mds EUR). Selon la presse chinoise spécialisée, un tel investissement ne vise pas à répondre à une hausse de la consommation d'électricité mais plutôt à assurer la sécurité énergétique des zones géographiques visées.

Hormis ces cinq projets d'infrastructures qualifiés de « majeurs », plusieurs projets de construction d'infrastructures d'envergure dans le secteur de l'énergie ont été récemment annoncés. D'une part, plusieurs projets de ligne à ultra haute tension (UHV) devraient être lancés cette année par l'électricien *State Grid*. En particulier, la construction d'une nouvelle ligne entre les provinces de Shaanxi et de Hubei a officiellement débuté fin février, cette ligne devant servir à acheminer l'électricité produite par ces centrales à charbon. D'autre part, une douzaine de nouveaux projets de production d'électricité à partir du charbon sont prévus pour cette année.

Pour mémoire, le volet énergétique du 13^{ème} plan quinquennal (2016-2020) fixe l'objectif de limiter le parc de centrales à charbon à 1100 GW de capacités installées fin 2020. Selon le bureau national des statistiques, le parc de production d'électricité thermique (comprenant principalement charbon et gaz) représentait une capacité installée d'env. 1190 GW en 2019.

Retour au sommaire ([ici](#))

ACTUALITES REGIONALES

Hubei : point de situation

Restrictions à la circulation:

Les restrictions à la circulation ont pris fin le 25 mars dans la province du Hubei, à l'exception de Wuhan, où elles n'ont été levées que partiellement le 25 mars et ne le seront entièrement que le 8 avril. Les habitants de Wuhan dont les quartiers sont considérés "libres de l'épidémie" (soit 94,7 % des quartiers à la date du 26 mars) peuvent sortir à pied au sein du quartier et faire leurs courses mais ne peuvent emprunter leur véhicule personnel que sur obtention d'un permis, dont la délivrance dépend lui-même de l'autorisation de redémarrage de l'entreprise qui emploie la personne.

Reprise des activités économiques: les autorités du Hubei affirment que 80 % des « entreprises de taille significative » de la province, soit 12 381 entreprises, avaient repris l'activité à la date du 23 mars, avec 55 % des employés. L'estimation du taux de reprise des employés paraît cependant supérieure à la réalité, alors que les plus grosses entreprises du Hubei, notamment dans le secteur automobile (Dongfeng Motor, Dongfeng-Honda) n'ont actuellement redémarré la production qu'avec un effectif de 40% de la main d'œuvre totale au maximum.

La Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) de Wuhan a publié le 25 mars une mise à jour des politiques déployées au niveau de la municipalité pour accélérer la reprise des entreprises. Ce document reprend les principales annonces faites au début du mois mais y ajoute deux mesures qui visent notamment à favoriser le retour des employés dans les entreprises :

Subvention au retour des employés : alors que les entreprises identifient les restrictions aux déplacements comme le principal frein au redémarrage de l'activité, la municipalité prend en charge les frais de retour des employés par bus, train ou avion déboursés par une entreprise. Le gouvernement subventionnera également à hauteur de 100 RMB par jour et par chambre les logements collectifs (hôtels) dans lesquels les entreprises logent des employés qui n'habitent pas dans des quartiers « libres de l'épidémie » (et qui ont l'interdiction d'y rentrer après une journée de travail). Au sein des entreprises françaises, Schneider Electric a recours à un logement collectif pour une partie de ses employés.

Encouragement au recrutement d'étudiants en université ou dans les filières techniques par les entreprises pour remplacer la main d'œuvre absente: la municipalité offre une subvention de 2 000 RMB par étudiant si son recrutement se poursuit au-delà de deux mois.

Chongqing : Baidu Apollo remporte un contrat avec la municipalité pour un projet de conduite autonome sur route ouverte

Baidu Apollo, la plateforme ouverte de conduite autonome de l'entreprise pékinoise Baidu, a remporté, le 17 mars, un contrat de 52,8 MCNY avec la municipalité autonome de Chongqing pour un projet de conduite autonome sur route ouverte. Baidu Apollo sera en charge de la construction et de la gestion de la « *Western autonomous driving open test base* », localisée dans le district de Yongchuan à Chongqing. Cette zone de test intelligente d'environ 3 000 m² devra permettre à une flotte d'environ 100 véhicules autonomes d'être testés simultanément dans différents contextes et scénarios urbains (échangeurs, autoroutes, etc.) afin d'aboutir à la mise au point un système d'autonomie de stade 4 pour les véhicules (degré d'autonomie ne requérant aucune action ou supervision humaine sauf dans un environnement inhabituel). Créée en 2017, la plateforme Baidu Apollo est une plateforme ouverte

visant au partage d'informations et de données entre industriels de l'automobile pour l'élaboration de solutions de conduite autonome.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

HONG KONG et MACAO

Mesures de soutien à l'économie

Aérien : le gouvernement accorde une enveloppe supplémentaire de 128 M USD à l'industrie aéronautique, jugée insuffisante par les compagnies aériennes.

Le gouvernement et l'opérateur de l'aéroport de Hong Kong (Airport Authority Hong Kong ; AAHK) ont annoncé le 23 mars qu'ils injecteraient 128 M USD sous forme d'aides s'étalant de février à juin 2020, en vue de soutenir environ 400 entreprises liées au secteur aérien (compagnies aériennes et commerçants de l'aéroport). Les compagnies aériennes bénéficieront notamment d'une exonération totale sur cinq mois des redevances de stationnement et d'une réduction de 40% pendant quatre mois des redevances d'atterrissage. Les commerces de l'aéroport bénéficieront d'une réduction de 70% sur les loyers de mars à mai, et de 50% en juin. Un fonds de formation de 6,5 M USD est mis en place pour les 25 000 employés de la zone aéroportuaire, dont la plupart sont désormais en congé sans solde.

Cathay Pacific et Hong Kong Airlines ont déclaré le 24 mars que l'ensemble des aides financières accordées à l'industrie aéronautique (336 M USD au total) étaient insuffisantes, constat partagé par Alexandre de Juniac, le Président de l'Association internationale du transport aérien (IATA). Les compagnies aériennes hongkongaises signalent que si elles ne demandent pas à être renflouées directement, elles souhaitent que le gouvernement prenne en charge le versement des salaires. Elles demandent également la suspension de la taxe de départ.

Circulaires de la SFC : le régulateur financier hongkongais a envoyé 2 circulaires le 27 mars aux sociétés financières afin de leur rappeler leurs obligations envers leurs clients dans un contexte de risque accru.

La Securities and Futures Commission (SFC) appelle les sociétés financières et d'investissement agréées à agir au mieux des intérêts de leurs clients et à faire preuve d'une prudence accrue lorsqu'elles font une sollicitation ou une recommandation ou qu'elles gèrent des portefeuilles d'investissement pour leurs clients, étant donné l'impact potentiel de l'épidémie de COVID-19 sur la volatilité et la liquidité du marché ainsi que sur la qualité du crédit.

Impact sur l'économie de Hong Kong

Commerce extérieur : chute des exportations et importations au cours des deux premiers mois 2020

Les exportations qui avaient chuté de -22,7% en janvier (à 34,8 Mds USD) ont rebondi en février de +4,3% en février (à 30,8 Mds USD). Les importations ont reculé de -16,5% en janvier (38,7 Mds USD) et de nouveau en février -0,1% à 35,8 Mds USD), pour le 15^{ème} mois consécutif.

Les exportations et importations hongkongaises chutent de 12% et 9,3% respectivement au cours des deux premiers mois de l'année 2020. Il s'agit de la baisse la plus importante sur une période combinée de deux mois depuis 2009.



Prix à la consommation : la chaîne d'importation de fruits et légumes vers Hong Kong, mise à mal par le coronavirus, fait augmenter les prix

Les importateurs ont déclaré jeudi 26 mars qu'il y avait une incertitude croissante sur les vols de fret en mars, avril et mai, à la suite des réductions des transports aériens avec le Japon, l'Europe, l'Australie et l'Afrique du Nord, d'où proviennent les aliments frais. Les expéditions par voie aérienne sont désormais réalisées par avions-cargos pour de nombreux fruits et légumes qui étaient précédemment transportés sur des vols de passagers. La hausse des coûts logistiques s'élève à 20-30%, pour ceux qui devaient importer par avion de plus petites quantités de marchandises comme le vin et les produits surgelés en provenance d'Europe.

L'inflation sous-jacente a augmenté de 2,9% en décembre à 3,1% en janvier/février, **l'alimentation étant le principal moteur de l'inflation, avec une hausse des prix des denrées alimentaires de 6,8% en moyenne en janvier-février** (et hausse des prix du porc de 94% en raison de l'épidémie de fièvre porcine africain). La hausse des prix des denrées alimentaires est attribuée à une perturbation de l'offre en raison de la pandémie (hausse du coût des transports et pénurie de main-d'œuvre dans le cadre des restrictions de voyage) ainsi qu'à un choc temporaire de la demande, les consommateurs stockant des produits alimentaires.

Immobilier : les prix des locations ont chuté de -7,6% en moyenne à Hong Kong depuis juillet 2019. Les prix de l'immobilier de bureau sont en baisse.

Selon Midland Realty, les loyers à Hong Kong ont baissé globalement de 7,6% entre juillet 2019 et mars 2020, tandis que les loyers des biens de luxe ont baissé en moyenne de 15 à 20% selon Habitat Property au cours de cette même période. Les agences immobilières citent un contexte d'augmentation du chômage et de prévisions de départs de la clientèle expatriée.

Selon Savvi, fournisseur de services immobiliers, le taux de vacance des bureaux est en hausse, le plus important à Admiralty avec 6,1% en février. Les loyers de Central auraient baissé en moyenne de 3,2% en glissement mensuel pour atteindre 161 USD/m² en février, la plus forte baisse mensuelle depuis la crise financière de 2008.

Entreprises

Cathay Pacific

Cathay Pacific a annoncé vendredi 20 mars 2020 qu'elle réduirait à 4% ses capacités de vols en avril/mai. A partir d'avril, la compagnie n'assurera plus que trois vols par semaine vers une douzaine de destinations : Londres, Los Angeles, Vancouver, Tokyo, Taipei, New Delhi, Bangkok, Jakarta, Manille, Ho Chi Minh Ville, Singapour et Sydney, ainsi que trois vols Cathay Dragon par semaine vers Pékin, Shanghai et Kuala Lumpur. **Sa compagnie low-cost HK Express a suspendu ses vols le 23 mars 2020 pour au moins cinq semaines jusqu'à la fin avril.**

Transport : pertes estimées de 160 M USD pour MTR au cours des deux premiers mois 2020

MTR a annoncé dans son rapport de février 2020 que la pandémie pourrait engendrer des pertes de 160 M USD sur les deux premiers mois de l'année 2020. Le résultat net de la société a diminué de 25,5% pour atteindre 1,54 Md USD en 2019.



Le nombre d'utilisateurs des lignes de métro a chuté à 71,4 millions en février 2020 (-43% par rapport à février 2019), le plus faible résultat depuis avril 2007. Le nombre de passagers de la liaison entre le centre-ville et l'aéroport (Airport Express) a chuté de 72% en glissement annuel, à 374 000 en février, tandis que les services ferroviaires vers la Chine continentale sont suspendus depuis le 28 janvier.

Proposition d'un rachat d'actions en vue du délistement du groupe Li &Fung

La famille Fung a créé avec la société de logistique singapourienne GLP une holding en vue de racheter les actions de Li & Fung pour 930 M USD et délistier la société de la bourse de Hong Kong. Li & Fung, créée en 1906 et cotée à Hong Kong depuis 1973, est un conglomérat hongkongais spécialisé dans les biens de consommation, qui fournit Walmart, Nike, etc. La holding propose un prix par action de 0,16 USD (prémium de 150% par rapport au cours de clôture du 20 mars à 0,06 USD) valorisant la société à 1,4 Md USD. L'offre de rachat est structurée de sorte que la famille Fung ne voit aucun changement dans sa participation (32%), GLP reprenant le reste des actions (68%), détenues à l'heure actuelle par des investisseurs tels que Vanguard Group et Norges Bank. Déjà en difficulté en raison de la guerre commerciale sino-américaine et de l'essor du e-commerce, la société subit l'impact de la pandémie de coronavirus. En 2019, le chiffre d'affaires de Li & Fung a chuté de -10,1% à 11,4 Mds USD et son résultat d'exploitation de -22,9% à 228 M USD, tandis que son cours de bourse a perdu -64%.

CK Life, la division pharmaceutique du conglomérat hongkongais CK Hutchinson, va commercialiser des kits de test rapides à Hong Kong suite au succès de son utilisation à Singapour

Ces kits de test seront commercialisés à destination des hôpitaux et les laboratoires hongkongais afin d'accélérer le diagnostic des infections au coronavirus. **CK Life possède la licence de distribution mondiale de ce kit de test développé par l'Agence pour la science, la technologie et la recherche de Singapour et l'hôpital Tan Tock Seng (Singapour).** Le kit peut fournir un diagnostic en deux à quatre heures, et est utilisé dans six hôpitaux publics à Singapour depuis février.

Bourse : Hang Seng Indexes Company Limited lance un nouvel indice boursier lié aux Biotech

Hang Seng Indexes Company Limited qui gère et compile les différents indices boursiers hongkongais, a annoncé le 23 mars le lancement d'un nouvel indice : l'indice Hang Seng Stock Connect Biotech 50, (« Hang Seng Stock Connect Biotech 50 Index ») qui suivra la performance globale des 50 plus grandes entreprises de biotechnologie en termes de capitalisation boursière cotées à Hong Kong ou en Chine continentale, et dont les actions peuvent être échangées via la connexion boursière (*Stock Connect*) entre Hong Kong et la Chine continentale (Shanghai et Shenzhen).

Les sociétés concernées doivent être classées dans les catégories "Biotechnologie", "Produits pharmaceutiques" ou "Dispositifs médicaux" selon le système de classification de l'indice Hang Seng.

Hang Seng Indexes Company Limited est une filiale à 100% de la Hang Seng Bank, elle-même détenue à 62% par HSBC.

TAIWAN

Stimulus : le gouvernement sur le point de débloquer une nouvelle enveloppe de 40 Md TWD (1,2 Md EURO)

Cette nouvelle [enveloppe](#) consiste à soutenir les industries les plus touchées, comme l'industrie hôtelière ou encore les compagnies aériennes. Le gouvernement prévoit d'étendre les facilités de crédits aux entreprises. Alors que l'aéroport de Taoyuan connaît une fréquentation inférieure à l'époque du SRAS (moins de [7800 passagers sur la journée](#) du samedi 21 mars 2020 contre 130 000 en moyenne par jour en 2019), le Ministre des Transports a rencontré les agences de voyages, l'industrie hôtelière et de la restauration, pour évaluer les besoins. Les employés devraient pouvoir prétendre à une [aide](#) de près de 50 000 TWD (1510 EUR) sur 3 mois pour faire face à la crise. Les entreprises pourront également bénéficier d'aménagements fiscaux. Le Ministre de l'économie devrait, en concertation avec [Taipower et Taiwan Water](#), proposer aux entreprises des baisses de tarifs sur l'eau et l'électricité. De manière générale, [les différents Ministères](#) vont accélérer les projets d'infrastructures en cours afin de stimuler la croissance, à hauteur de 100 Md TWD (3 Md EUR). Ces nouvelles mesures vont aussi [bénéficier aux ménages](#) : baisse des taux d'intérêt sur les crédits immobiliers, d'achat de véhicules, et sur les crédits à la consommation sur une durée de six mois, délai de remboursement des factures de téléphone étendu également à six mois sans interruption de service, report du paiement des impôts, baisse du prix du gaz...). 1 M de personnes (personnes âgées, enfants, handicapés) devraient pouvoir bénéficier pendant trois mois d'une allocation mensuelle de 1500 TWD (environ 45 EUR). Le Ministre sans portefeuille KUNG Ming-hsin a laissé entendre que les mesures économiques de soutien à la consommation allaient sans doute se renforcer.

Heures supplémentaires : le ministère du Travail lâche du lest

[Les entreprises du secteur manufacturier et des services](#), qui seront en mesure de justifier d'une baisse de leur revenu de l'ordre de 15%, pourront bénéficier jusqu'à fin juin 2021 d'une certaine flexibilité en matière d'horaires de travail : ainsi le nombre d'heures journalières travaillées pourra dépasser 12 heures, et le nombre d'heures supplémentaires par mois pourra dépasser le plafond de 46 heures prévu par la loi. Par ailleurs, si un jour de congés pour 7 jours travaillés est obligatoire, cette mesure pourra être contournée si l'employé peut récupérer dans les 7 jours qui suivent. Néanmoins, [le Ministère du travail](#) rappelle aux entreprises que les heures supplémentaires sont sujettes à une double rémunération, toute fraude étant passible d'une amende de 20 000 à 1M TWD.

Impact positif sur quelques secteurs : ventes de voitures et d'ordinateurs portables à la hausse

Alors qu'on annonçait des ruptures dans la chaîne de production de l'industrie automobile, le mois de février et les 20 premiers jours de mars connaissent une [hausse des achats de voitures](#) à Taiwan (respectivement +40 et 36%), sans doute stimulée par la défiance du public à l'égard des transports en commun. Cette augmentation est corroborée par les chiffres de la banque centrale (CBC) en matière de crédit automobiles (en février 2020, on observe une hausse de +8,6% par rapport à 2019, la plus forte depuis mars 2015, pour un [montant total](#) de 152,4 Mds TWD soit 6,6 Mds EURO). Par ailleurs, avec la poursuite de l'épidémie de coronavirus en Europe et aux Etats-Unis et le développement du télétravail, les marques d'ordinateurs portables (Acer, Asus) ou fournisseurs OEM/ODM (Wistron, Inventech) connaissent une [hausse des commandes](#) similaire à la période des fêtes de fin d'année.

MONGOLIE

Coronavirus : extension de l'état d'urgence et impact économique

Le 18 mars 2020, la Commission d'urgence de l'Etat a étendu d'un mois la fermeture des écoles, universités et divers organismes de formation. La suspension des connexions aériennes et ferroviaires internationales ainsi que la fermeture des différents postes frontières est étendue jusqu'à cette même date. Le transport de fret international par voie ferroviaire continuera à opérer sous une supervision accrue.

L'Office national des statistiques mongol a présenté un [rapport sur la situation économique](#) actuelle en lien avec l'épidémie de covid19. Dans les deux premiers mois de 2020, le revenu de l'Etat a connu une baisse de 17 %, les exportations ont diminué de 29,5 % et les importations de 10,4 % comparé à la même période en 2019. Alors que la production industrielle a chuté de 14,2 %, le secteur minier et les industries manufacturières ont reporté une baisse de leurs revenus de l'ordre de 23,8 %. Les dépenses de l'Etat ont quant à elles augmenté de l'ordre de 42,7 %.

Ralentissement de l'économie : la Banque de Mongolie intervient pour mitiger l'impact du Covid19

Le Conseil pour la stabilité financière s'est réuni le 17 mars, proposant une simplification temporaire des conditions d'octroi de prêts bancaires visant à faciliter l'accès au crédit afin de limiter la fermeture de commerces. Le gouverneur de la Banque de Mongolie, M. Lkhagvasuren a annoncé une extension de trois mois du remboursement du capital et des taux d'intérêt des diverses dettes. Ce dernier a par ailleurs précisé que la cote de crédit des emprunteurs ne sera pas changée durant les six premiers mois de l'année 2020 (et ce à partir du 27 janvier), afin de ne pas affecter négativement les emprunteurs en difficulté. Il est estimé que 71,3 % des emprunteurs mongols ont souscrit à des crédits à la consommation. Les institutions financières non-bancaires et coopératives de crédit sont aussi concernées par ces mesures, ces dernières ayant été validées par le Conseil des ministres le 19 mars.

La Banque de Mongolie a annoncé le 20 mars une nouvelle baisse de son taux directeur de 11 % à 10 %, ainsi qu'une réduction des réserves obligatoires des banques commerciales de 10,5 % à 8,5 %. L'objectif affiché étant d'injecter 300 Mds MNT dans l'économie (environ 100 MEUR).

Entreprises : 250 000 emplois pourraient disparaître d'ici juin 2020

Selon une [étude menée par la Chambre de Commerce et d'Industrie mongole](#), 250 000 personnes risquent de perdre leur emploi et 20 000 commerces pourraient mettre fin à leurs opérations si le gouvernement ne prend pas rapidement des mesures plus conséquentes de soutien à l'économie. Cette étude fait suite à un sondage mené par la CCI auprès de 1 500 entreprises mongoles. 64,7 % des entreprises ont indiqué être gravement affectées par la crise, 65 % ayant déjà enregistré une baisse de revenus, 42 % des entreprises ont annoncé avoir cessé leur activité et 33 % d'entre elles ont déjà supprimé un ou plusieurs emplois. Les secteurs les plus exposés étant ceux de l'industrie légère, de la restauration, de l'hôtellerie, de l'éducation et des services.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei, Antenne à Oulan Bator du SER de Pékin

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PÉKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Hannah Fatton, Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Antoine Moisson, Antoine Bernez, Lianyi Xu, Dominique Grass, François Lemal, Maxime Sabourin, Odile Huang, Hugo Debroise

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali, Pierre Martin, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet